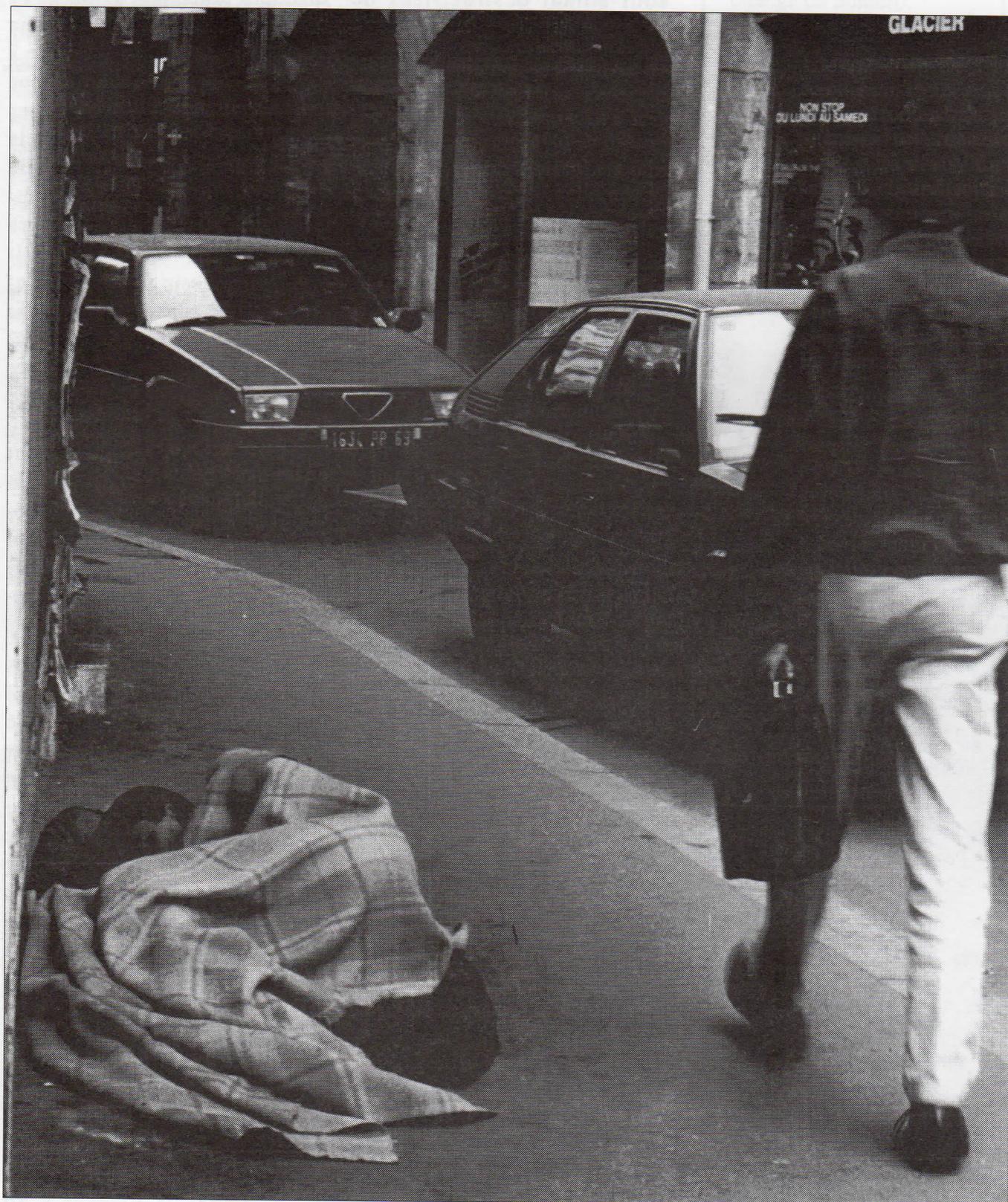


L'AFFRANCHI

Périodique des Amis

de l'Association Internationale des Travailleurs

N° 6 JUILLET - AOUT 1993 PÉRIODIQUE D'EXPRESSION ANARCHO - SYNDICALISTE ☆ SUISSE ☆ PARAIT TROIS FOIS PAR AN



Partage du travail ?

Partage des richesses ?

Editorial

On commence maintenant, dans certains cercles dirigeants, à reconnaître que le développement économique et ses performances technologiques sont autant destructrices de travail salarié que créatrices de richesses. Le rapport mondial sur le développement humain de 1993, publié par les Nations Unies, souligne un "nouveau" phénomène : la croissance sans création d'emploi. Pendant les trente dernières années, le taux d'accroissement de l'emploi dans les pays "en développement" a été de 50% environ inférieur à celui de la production. En quinze ans, entre 1973 et 1987, le nombre d'emplois a diminué en chiffres absolus en Allemagne, en France et au Royaume-Uni, malgré la croissance de la production pendant cette même période. La reprise économique à laquelle on vient d'assister aux Etats-Unis est une "reprise sans création d'emploi". En Suisse, selon les dernières données disponibles, la baisse de l'emploi dans le secteur secondaire entre 1990 et 1993 devrait atteindre 10% (120'000 emplois) et 3% (60'000 emplois) dans le secteur des services. Au total, dans ces deux secteurs, la perte est estimée à 180'000 postes de travail, soit 5% de la population active occupée en 1990. Le taux de chômage moyen (4,3%) est donc sous-estimé, parce qu'il ne tient évidemment pas compte des saisonniers et frontaliers contraints de rentrer au pays, des femmes qui ne vont pas s'inscrire au chômage...

Deux discours apparemment discordants se font entendre. La classe politique continue de professer que la croissance

constitue le principal remède au chômage et qu'il faut tout faire pour favoriser la relance. Pourtant les chiffres sont là. Ils témoignent du mirage de ce discours politique. D'un autre côté, une certaine intelligentsia patronale se fait entendre. Elle a compris, depuis longtemps, que si elle veut conserver ses bénéfices, dans le contexte de la concurrence internationale, elle ne peut plus produire en s'embarassant d'une main-d'œuvre nombreuse. Elle voudrait pourtant que le coût social et politique du sous-emploi ne soit pas trop élevé. Les dirigeants politiques et industriels seront fatalement obligés d'adopter une stratégie qui puisse concilier la poursuite d'un développement économique avec l'encadrement (le parage) nécessaire d'une population exclue du circuit de production-consommation et condamnée à un rôle de spectateur passif.

Revitaliser, flexibiliser : deux concepts qui paraissent neufs à certains, mais qui ne le sont pas. Ils correspondent aux nécessités du capitalisme empêtré dans sa "réussite" productiviste et incapable de résoudre le "facteur humain". Le mot d'ordre aujourd'hui c'est : réglémentons la déréglementation. Prenons par exemple, ici en Suisse, la nouvelle convention collective de l'industrie des machines signée par la FTMH et consorts. Cette convention de "paix du travail" offre aux entrepreneurs la possibilité de porter la semaine de travail à 45 heures sans payer les heures supplémentaires ou de l'abaisser à 30 heures en fonction des nécessités de l'entreprise. De plus le

L'AFFRANCHI

Périodique des Amis de l'A.I.T.

Editeur Responsable
André Bösiger

Pour toute correspondance



Reflexions Sociales
Case postale 213
CH - 1000 Lausanne 6 Ouchy

ABONNEMENTS

5 numéros 20 frs. (80FF)

VERSEMENT

André Bösiger
ccp 12-17661-5
CH-1227 Carouge GE

patronat acquière la possibilité de réduire le 13ème salaire si les liquidités font défaut... Merci les "syndicats".

Jusqu'à maintenant, le développement a été conçu comme la production d'un ensemble de biens de consommation et de subsistance, dont le contenu est arbitrairement défini par les entrepreneurs et les managers, sans tenir compte des nécessités réelles des populations. Les "besoins" des consommateurs ont systématiquement été induits par le système de concurrence. Le seul but poursuivi étant le profit maximal. La massification de la production nous a fait perdre le sens de nos besoins. Ce n'est pas seulement parce qu'ils sont dépossédés de l'outil de travail que les exploités n'ont pas l'initiative, c'est aussi parce qu'ils ont perdu l'idée même de gérer cet outil.

Quand on parle de développement humain, c'est toujours dans des cercles restreints et élitaires qui ne font que constater les désastres du système capitaliste. Ces experts ne courent aucun risque car ils en restent à leur constat sans remettre en question les problèmes centraux qui sont ceux de la domination, de la propriété, de l'appropriation des moyens de subsistance.

Dans les contradictions présentes, les technocrates qui admettent que le développement économique ne va pas créer le plein emploi anticipent et paralysent les aspirations de rupture que le système est susceptible de produire. Pour une des parties les plus "avancée" du pouvoir, l'idée de diminution du temps de travail qui s'accom-

pagne bien sûr d'une diminution du revenu correspondant, apparaît comme une nécessité impérieuse. C'est pourquoi on nous présente le partage du travail comme une panacée qui répondrait aux envies des populations. Mais on se garde bien de rappeler que son corollaire doit être la répartition égalitaire des richesses, cette vieille revendication communiste qui remet au centre du combat pour l'émancipation humaine le besoin impérieux de l'égalité. □

ATTENTION

Notre case postale change de numéro. Dès le 6 septembre 1993, pour toute correspondance :

Réflexions Sociales
Case Postale 172
1000 Lausanne 6 Ouchy



Quelques remarques sur

Les amis de l'A.I.T.

Se revendiquer de l'anarcho-syndicalisme n'est pas chose évidente par les temps qui courent. Peut-être faut-il commencer par définir ce que nous entendons par là. La référence à l'anarchie repose sur l'idée qu'une société vraiment libre ne peut être qu'une société d'hommes libres, sans exploités, sans dirigeants, une société autogérée. La référence au syndicalisme est à mettre en rapport avec une tradition, celle du syndicalisme révolutionnaire du début du siècle. Nous n'allons pas faire un cours d'histoire; disons simplement que, puisque ce sont les travailleurs qui font fonctionner la machine capitaliste, nous acceptons l'hypothèse suivant laquelle ils pourraient aussi l'arrêter et la transformer. Nous restons partisans de l'idée qu'une grève générale internationale pourrait venir à bout de ce système. Cette conviction est bien sûr théorique. Si les travailleurs voulaient changer la société, ils le pourraient sans doute. Tout le problème est de reconstruire cette volonté.

Pour nous un véritable syndicat, comme d'autres organisations directement utiles aux exploités (comités de base, de quartiers, de chômeurs...), peut être l'endroit où ceux qui sont journellement exploités apprennent à se prendre en charge, à s'organiser, à lutter. Par anarcho-syndicalisme nous entendons un anarchisme social, une forme de résistance, un type d'organisation qui n'existe plus en Suisse. Nous nous différen-



cions donc de certains anarchistes qui pensent qu'il est suffisant de propager des idées par l'écrit, par la parole, ou par des actions exemplaires. Nous ne voulons pas éduquer le peuple, nous voulons qu'il s'éduque lui-même.

L'ACTION NE SE SUFFIT PAS À ELLE-MEME

D'autre part et contrairement à une idée assez répandue, nous ne pensons pas que l'action se suffise à elle-même. Nous nous inscrivons en faux vis-à-vis de toute une tradition qui voudrait que les travailleurs aient les mêmes intérêts, et que les revendications des uns soient favorables aux intérêts des autres. Le

capitalisme n'est pas seulement un système de concurrence entre les patrons, il est souvent aussi un système qui produit de la concurrence entre les travailleurs. Nous ne pensons pas que la lutte des classe soit une évidence, un fait de nature. Il ne faut pas négliger le fait que le salarié est aussi consommateur. L'intérêt immédiat, purement matériel, du salarié-consommateur est d'avoir un bon salaire, mais il peut aussi considérer qu'il est préférable que les autres travailleurs, dont il consomme les biens et utilise les services, soient mal payés. Le corporatisme a une base objective. Nous allons prendre un exemple français pour illustrer ce que nous venons de dire, ce cas est bien sûr extensible aux autres

le présent et l'avenir



pays occidentaux. On a vu dernièrement défilier dans les rues de Paris des ouvrier(ère)s du textile qui protestaient, coude à coude avec leurs patrons, contre les importations de vêtements du sud-est asiatique. On peut toujours expliquer à ces travailleur(euse)s que si leurs collègues du Tiers-Monde étaient payé(e)s au même tarif qu'en France la concurrence serait moins rude; mais il est bien plus simple (et réaliste) pour eux (elles) d'exiger la fermeture de la frontière aux importations. Si l'on poursuit avec cet exemple, on peut aussi affirmer que contrairement aux ouvrier(ère)s du textile, les autres travailleurs français peuvent se dire qu'ils ont tout intérêt à ce que les ouvrier(ères)s du sud-est asiatique soient très mal

payé(e)s, cet état de fait leur permettant de remplir leurs armoires de fringues bon marché... On pourrait faire des démonstrations du même style sur les intérêts divergents des fonctionnaires et des contribuables, des paysans et des ouvriers, etc.

Tout cela pour dire que contrairement à ce que l'on a souvent cru, le slogan «prolétaires de tous les pays, unissez-vous !» ne correspond pas à une nécessité objective, mais doit être compris comme une volonté qui transcende les intérêts immédiats des prolétaires. La solidarité entre les exploités de tous les pays et de tous les secteurs ne peut exister qu'en référence à un idéal, à un projet de société, basé sur d'autres principes et d'autres valeurs que la lutte immédiate pour l'amélioration des conditions matérielles.

QUELLE UTOPIE ?

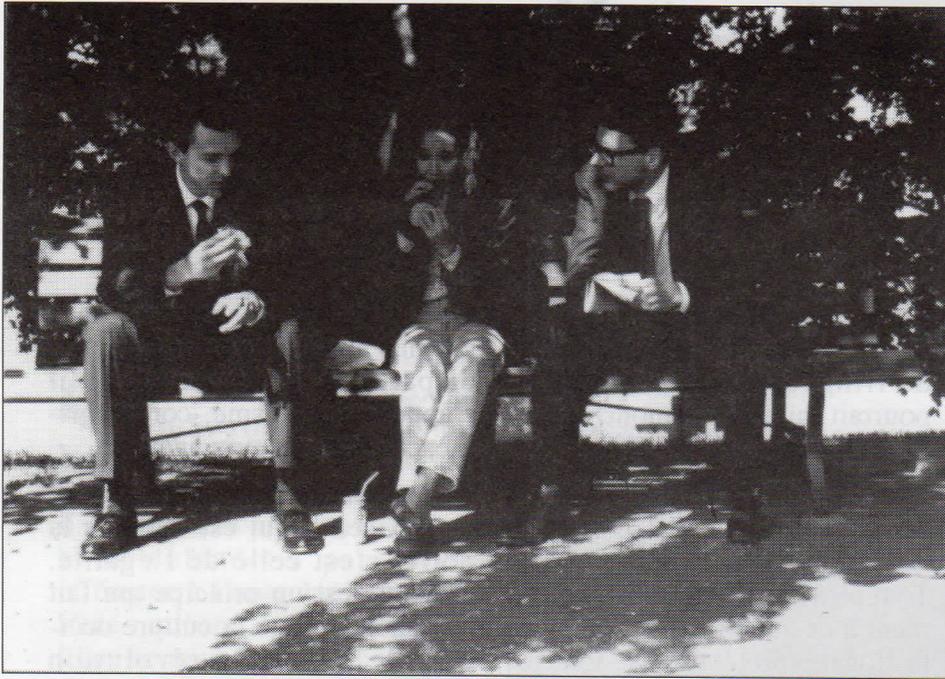
La tradition socialiste a souvent refusé de décrire, ou tout au moins d'entrer dans les détails de ce à quoi pourrait ressembler la société qu'elle appelait de ses vœux. Nous pensons qu'il faut aborder cette question. Nous croyons qu'il est nécessaire de construire une utopie concrète, crédible. Il faut mettre en évidence les problèmes qui se posent lorsque l'on envisage une humanité où aurait disparu l'exploitation de l'homme par l'homme. Cette tentative peut paraître à certains comme complètement absurde, mais nous pensons que la crise

que connaît le mouvement ouvrier aujourd'hui est liée à la disparition de ce projet, qu'il s'appelle socialisme, communisme, collectivisme ou anarchie.

A l'origine de ce projet il y avait une exigence qui est toujours la nôtre, c'est celle de l'égalité. L'égalité est un principe qui fait son chemin dans la culture occidentale depuis la révolution française. Actuellement on parle d'égalité des chances, ce qui signifie que chacun devrait avoir la même "chance" de surpasser et dominer les autres... L'idée d'égalité est ainsi complètement dévoyée. Pourtant "à gauche" on marche à fond là-dedans. On lutte pour qu'il y ait autant de femmes que d'hommes aux postes dirigeants, pour qu'un nombre convenable de fil(le)s d'ouvriers arrivent à l'université... Nous, nous concevons l'égalité dans son sens littéral. C'est-à-dire : égalité des revenus quelles que soient les tâches accomplies, la profession exercée, et non une pseudo-égalité des chances qui ne favorise que quelques privilégié(e)s.

LE PRODUCTIVISME : REMEDE À TOUS LES MAUX ?

Les théories économiques modernes partent du postulat que seule une augmentation de la production industrielle peut améliorer les conditions de vie de la majorité. Les libéraux prétendent que seules les sociétés très riches voient diminuer les inégalités. Les socialistes pensent



depuis toujours que l'on peut partager la richesse, mais pas la pauvreté. La téléologie marxiste a diffusé l'idée que la société, une fois délivrée du capitalisme, connaîtrait l'abondance et serait libérée de tous ses maux. Souvent, au sein même du mouvement libertaire, on a cru que la science et la technique pourraient répondre à tous les besoins de l'humanité, et qu'une révolution décuplerait les capacités de production de la société. Le moment est venu, nous semble-t-il, de remettre en cause ces prévisions optimistes; ne serait-ce que parce que les besoins des hommes peuvent être illimités, surtout quand on les stimule en permanence comme le fait le capitalisme.

Et puis le développement industriel a des limites. Nous savons que si, par exemple, les Chinois et les Indiens parvenaient à avoir une voiture pour deux personnes en moyenne, comme en Suisse, nous cesserions immédiatement de voir le soleil tant la pollution serait importante. Alors si nous voulons l'égalité et continuer de voir le soleil, il faudra probablement que nous, occidentaux, renoncions à posséder des voitures, ou en tout cas des véhicules

polluants. Ceci pour dire que contrairement à ce que croient encore les marxistes, ce n'est pas le développement industriel capitaliste qui va engendrer les conditions nécessaires à la société sans classes.

DES INDIVIDUS AUTONOMES

C'est là que la composante libertaire de notre projet prend toute son importance. L'exigence de liberté qui est la nôtre ne signifie pas le droit de satisfaire toutes ses pulsions, mais la capacité pour chacun de nous de dominer son existence, de maîtriser sa vie. Or qu'en est-il aujourd'hui ? Quand on a du travail, on exécute ce que l'on nous demande, même si cette activité est inutile ou néfaste. Le travailleur fait ce qu'on lui dit et consomme ce qu'il trouve dans les temples modernes que sont les supermarchés. D'autre part la rationalisation capitaliste engendre un chômage de plus en plus massif, marginalisant et privant de dignité de plus en plus de gens.

L'observation des pays de l'ancien bloc de l'Est a montré

qu'une société entièrement planifiée ne peut être que totalitaire. Comme le prévoyait déjà Malatesta en 1907, un gouvernement, un parti, prétendant contrôler l'ensemble de la production et de l'administration ne peut engendrer qu'un système encore plus irrationnel que le système libéral. Ne serait-ce que parce que la possibilité de prendre des initiatives est limitée à un groupe encore plus restreint que dans un régime capitaliste.

Le système libéral offre à chacun, en théorie, la liberté d'entreprendre. En pratique seuls ceux qui possèdent de l'argent, du pouvoir, des relations y parviennent. Seule une petite minorité de politiciens, de patrons et de gestionnaires décide de l'avenir de tous. La société se prive ainsi des capacités et de l'enthousiasme de la majorité, qui est exploitée, brimée ou marginalisée.

L'erreur du socialisme autoritaire, tant dans son expression sociale-démocrate que dans son expression léniniste, a été de partir de l'ensemble de la société alors qu'il aurait fallu partir aussi de l'individu. Quand les individus pourrons "planifier" leur existence personnelle, une société juste sera possible.

Ce concept d'individu autonome est très important, il a des implications pour les activités quotidiennes et les luttes d'aujourd'hui. Au moment d'évaluer un mouvement, il faut se dire que seules les pratiques où tous les participants se prennent en charge et s'impliquent personnellement, sont constructives. Les organisations dans lesquelles il y a un ou deux bergers et une masse de moutons ne vont pas dans le sens de l'émancipation. C'est pourquoi les organisations que nous souhaitons développer ne devront pas avoir de permanent payé. Un syndicat constitué d'adhérents passifs qui pensent qu'en

échange d'une cotisation ils bénéficieront de certaines prestations est pour nous sans intérêt. La lutte contre le pouvoir se vit au quotidien, et en premier lieu au sein de nos organisations.

LA COMMUNE

Un autre principe de notre utopie concrète qui a des implications aujourd'hui est le concept de commune. Le système fédéraliste que les anarchistes appellent de leurs vœux ne s'appuie pas sur l'idée de nation, de région ou de canton, mais en priorité sur celle de commune. Idéalement on imagine que ce sont les villes et les villages qui constitueront la base du système fédéraliste anarchiste. Nous pensons que l'actualité devrait nous amener à renouveler et à approfondir cette approche. A l'heure où Serbie, Croatie, Bosnie... riment avec massacres, viols et purification ethnique, l'image de la ville martyre de Sarajevo où résiste une population multi-ethnique devrait faire réfléchir.

Loin de nous l'idée de partir à la conquête du monde à partir du conseil communal de telle ou telle localité, nous nous situons au niveau de l'utopie, mais nous sommes quand même "réalistes" !

Si l'on souhaite que les rapports marchands, l'argent, disparaisse un jour et que l'administration soit simple et réduite, pour éviter la bureaucratie, il faut partir de l'idée qu'une agglomération devra produire l'essentiel de ce dont elle a besoin. Nous n'entrons pas dans les détails des technologies à développer pour mettre en place de petites unités de production, des nouvelles sources d'énergie (solaire), des réseaux de solidarité et d'échange à développer avec des localités agricoles environnantes ou plus lointaines... Il y a là de quoi faire réfléchir ingénieurs et autres techniciens, géographes, urbanistes, sociologues etc. (avis aux amateurs).

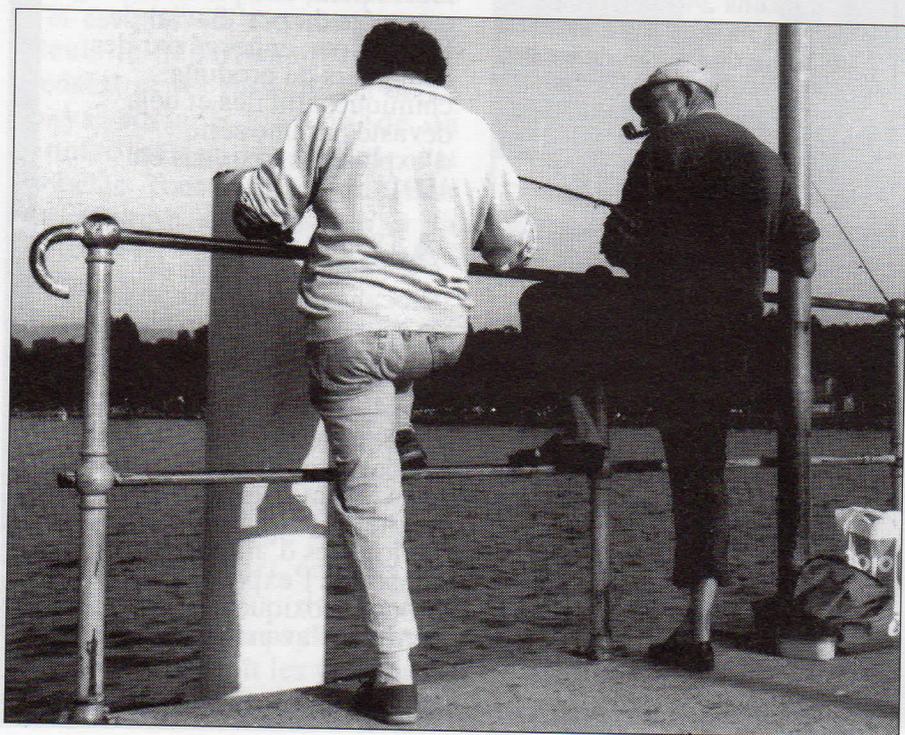
De toute manière il faut partir de l'idée que dans une société anarchiste il n'y aura pas qu'un seul modèle, mais que différentes formes d'organisation seront ex-

périmentées suivant les idées et les traditions locales. Peut-être faut-il dire ici que nous ne partageons pas le fantasme d'une société homogène et sans conflits. Des divergences existeront évidemment (comme elles existent aujourd'hui chez les anarcho-syndicalistes) sur les choix à faire en commun. Faudra-t-il favoriser l'art ou le sport ? La recherche médicale ou les transports publics ? Certains collectifs ou individus seront disposés à faire des efforts particuliers pour bénéficier de tel ou tel avantage, alors que d'autres préféreront avoir plus de temps libre, etc. Il s'agit de problèmes qui se posent déjà dans nos sociétés, mais à la différence d'aujourd'hui, ce ne seront plus des critères marchands qui présideront à ces choix, mais des préférences motivées par le respect de l'individu et l'environnement, les ressources disponibles, les penchants et les envies des personnes.

LA VILLE : UN LIEU DE RÉ-SISTANCE

La principale leçon que nous pouvons tirer aujourd'hui du postulat communaliste, c'est que la ville doit devenir à la fois un lieu de vie, de travail, de création et de loisir. En devenant un lieu de résistance, la ville redeviendra peu à peu un lieu vivable, où l'on aura envie de faire de choses, et non un endroit que l'on essaie de fuir dès que l'on a deux jours de congés.

Dans cette période où les luttes des travailleurs se raréfient, on sera souvent, par nécessité, amené à privilégier l'organisation sur le plan local. Quand on ne peut pas compter sur la mobilisation de son secteur d'activité sur le plan national, il faut pouvoir s'appuyer sur la solidarité des militants, adhérents et sympathisants appartenant aux



différents secteurs d'activités de l'endroit où l'on vit. L'organisation anarcho-syndicaliste devrait viser à devenir un lieu où il se passe quelque chose, où l'on peut échanger des informations, nouer des liens, apprendre... En Suisse nous avons découvert que certains squatts à vocation culturelle ou sociale jouent un rôle approuvant. Parfois un simple journal, qui relie des isolés, peut être le point de départ d'un réseau de solidarité. C'est ce que nous essayons de faire à notre petit niveau avec l'Affranchi.

DES IDÉES, DES PRATIQUES

Nos projets sont ambitieux, nos moyens sont limités. Le rapport de force est aujourd'hui très défavorable pour l'ensemble du mouvement ouvrier. Nous ne connaissons pas de recette miracle. Dans ce contexte, il faut avant tout tenir. Il est inutile d'essayer d'occuper le même créneau que les syndicats officiels et autres, en faisant de la surenchère sur les revendications. Nous devons au contraire montrer notre différence, renforcer notre identité.

Avancer des revendications pour l'égalité, contre les hiérarchies salariales, intégrer les revendications des chômeurs, des précaires; aborder aussi des dimensions qui sont, à tort, laissées en marge du monde du travail comme l'écologie, l'anti-militarisme... est essentiel.

Il ne faut pas négliger les thèmes qui mettent en cause la gestion capitaliste, en particulier ce qui est en rapport avec la sécurité du travail, les risques de maladies et d'accidents professionnels, la qualité des produits et prestations que les travailleurs ne peuvent souvent pas assurer par la faute des exigences patronales de rentabilité, etc.

Les échanges d'information, d'expériences, de réflexions, sur le plan international peuvent nous renforcer. Nous avons l'AIT, ce peut être un atout si nous sommes capables d'échanger véritablement. Il ne faut pas hésiter à faire connaître les échecs, les difficultés. Ne pas hésiter à remettre en cause certaines certitudes, à casser certains mythes. Ils faut aussi nous dire que nous sommes parmi les seuls aujourd'hui à pratiquer de façon concrète la solidarité internationale, en particulier avec des militants et des travailleurs du Tiers-Monde.

En montrant que derrière toutes nos actions il y a un projet global, nous parviendrons peut-

être à regrouper ceux qui partagent en gros ce projet, même si parfois ils n'y "croient" plus. Plus qu'à l'activisme, le moment est à la "revitalisation" des idées, à la réflexion, aux débats. Nous ne sommes pas maîtres de l'avenir, les explosions sociales sont très souvent imprévisibles. Nul ne sait exactement quand, ni comment, ni où, des dynamiques favorables peuvent émerger. Mais nous savons que la colère existe et qu'elle peut à tout moment se manifester. Nous travaillons donc aujourd'hui à donner du sens à ces révoltes potentielles. Même si cela ne peut se mesurer, c'est déjà considérable. □

Lausanne, le 26 mai 1993

THAÏLANDE

LA MORT À L'USINE

At moins 240 personnes sont mortes dans l'incendie de l'usine de jouets Kader-Thailand, le 10 mai dernier, dans la banlieue de Bangkok. La presse internationale a été plutôt avare de détails sur cette catastrophe. Des journalistes ont tout de même relevé un certain nombre de d'éléments qui donnent une idée des conditions d'exploitation qui règnent dans ce pays. Lorsque l'incendie c'est déclaré, les 2'000 employé(e)s (en majorité des femmes) étaient occupé(e)s à coudre des ours en peluche dans des locaux fermés à clé... pour éviter les départs avant l'heure. Certaines femmes avaient auprès d'elles leurs enfants en bas âge. L'un des bâtiments,

construit en tubulures d'acier pour préfabriqués, s'est écroulé au bout de dix minutes, emprisonnant ses occupant(e)s.

Le correspondant à Bangkok du "Journal de Genève" signale que cet incendie s'ajoute à une liste déjà longue de sinistres de moindre importance dans cette ville. On apprend, entre autre, qu'un sinistre a ravagé, récemment, une partie des entrepôts du port fluvial de Klong Toei, engorgé par des containers de produits chimiques illicites et déjà dévasté par une série d'explosions toxiques en 1991.

À l'heure où il est de plus en plus question de délocalisation d'entreprises et de sous-traitance dans les pays où la main-d'œuvre est bon marché, la catastrophe de Bangkok doit nous rappeler, une fois de plus, que sans une solidarité internationaliste conséquente, les luttes ouvrières (comme les luttes écologistes d'ailleurs : pensons à l'exportation des produits toxiques) sont perdues d'avance.

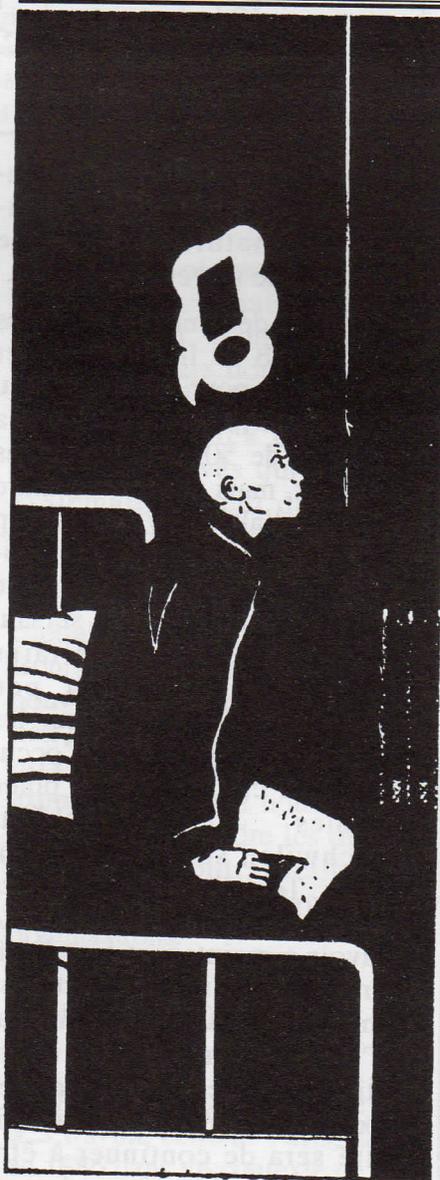
GSsA

Encore raté !

Le carrosse est redevenu citrouille. L'initiative «pour une Suisse sans nouveaux avions de combat» dite aussi «stop F/A-18» a été rejetée par le "peuple" suisse (57,2% des votants), entraînant dans sa chute l'initiative «40 places d'armes, ça suffit ! L'armée doit aussi se soumettre à la législation sur la protection de l'environnement». Malgré les déclarations lénifiantes des leaders du Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) du type : «l'antimilitarisme a encore progressé», la défaite est patente. Tel est pris qui croyait prendre. Seuls le département militaire fédéral et les institutions de ce pays sortent grandis de la confrontation, la boucle est bouclée. Tout le travail du GSsA se résume aujourd'hui à la célèbre formule : un pas en avant, deux pas en arrière.

Tout le monde croyait, au début de la campagne, que la chose était entendue. Comment un peuple raisonnable pouvait-il, en effet, souhaiter avoir au dessus de sa tête ces fameux F/A-18, capables de survoler le territoire de part en part en quelques minutes; des avions d'attaque (pour un pays neutre !), coûtant de surcroît les yeux de la tête. Les sondages d'opinion pa-

Les amis de l'AIT



raissaient très clairs : selon un sondage réalisé par l'institut IPSO, le 8 mai 1992, 72% des Suisses étaient alors opposés à l'achat de ces avions.

Dans les pays démocratiques, le choix des équipements militaires n'est pas du ressort du "peuple", même pas dans le pays le plus démocratique du monde, c'est-à-dire le nôtre. Mais les spécialistes en droit constitutionnel du GSsA avaient trouvé la parade : l'initiative demandait l'inscription dans la Constitution d'un moratoire dans l'achat de nouveaux avions de combat jusqu'en l'an 2000, et avait un effet rétroactif, afin de couper l'herbe sous les pieds du parlement qui était sur le point de ce prononcer sur cet achat. Face à cela, un certain nombre de parlementaires "bourgeois" envisagèrent à l'époque (mars 92) de répliquer en faisant déclarer irrecevable la clause de rétroactivité, considérée comme «un détournement des règles de la démocratie» (déclaration de Pascal Couchepin président du groupe radical de l'assemblée fédérale).

Peut-être qu'il aurait fallu se méfier quand notre ministre des armées, le marchand de cigares Kaspar Villiger, prit la décision de refuser de mener

cette bataille sur le plan juridique, en disant que «*ce serait une erreur de déclarer l'initiative irrecevable par un artifice technique*». L'intelligence politique n'est pas réservée à la gauche. Dans ce pays, les conservateurs connaissent mieux quiconque les vertus anesthésiantes de la démocratie semi-directe*. Surtout quand ils sont judicieusement conseillés par certains antimilitaristes, comme Andreas Gross, qui déclarait à l'époque : qu'il valait mieux «*un abus des droits populaires qu'une explosion de violence*» et qu'on ne pouvait pas «*sauver une armée dont la légitimation est sur le déclin en bloquant les moyens d'expression démocratiques*». Sans commentaire.

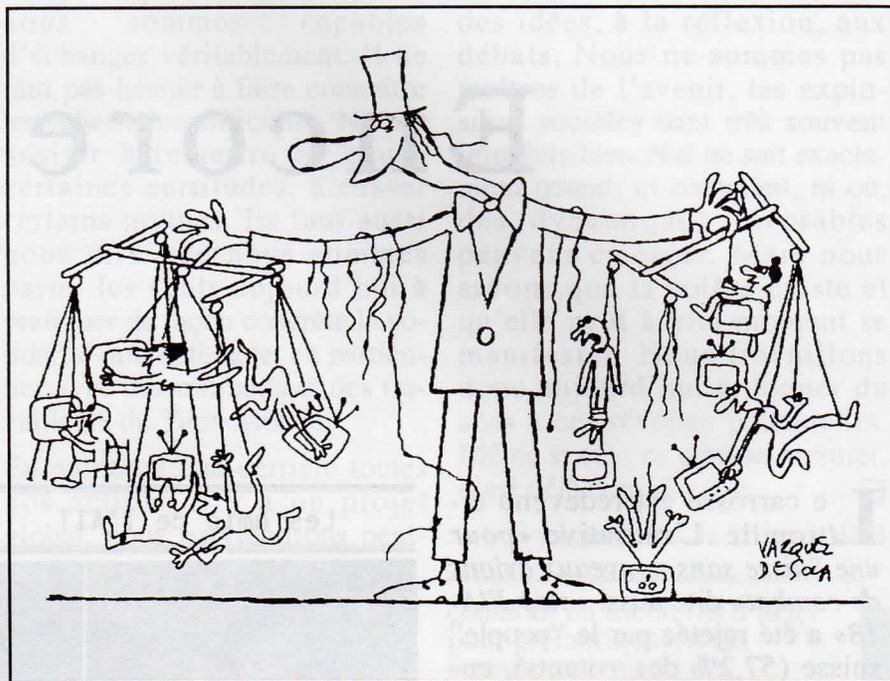
Imaginons un seul instant que, négligeant les habiles stratagèmes des constitutionnalistes, le GSsA n'ait pas lancé d'initiative, mais ait décidé d'organiser des manifestations de rue pour s'opposer aux F/A-18. Avec l'ampleur du rejet que cet achat provoquait au départ, celles-ci auraient pu être très massives, le résultat pratique aurait nécessairement été moins mauvais que celui entraîné par la votation.

Ceux qui se lamentent aujourd'hui du fait «*qu'il n'y a pas eu de véritable débat*» devraient peut-être se rappeler qu'il existe quelque-chose qui s'appelle l'idéologie dominante, et que tout discours patriotique



fait appel par définition à la passion et non à la raison. Reprocher au pouvoir ses arguments simplistes, ou les

face à ceux qui ont l'habitude de court-circuiter les mouvements avec des initiatives. Il s'agira sans doute d'une résistance peu



moyens financiers disproportionnés qu'il utilise, c'est méconnaître sa nature, s'est faire preuve d'une naïveté affligeante.

L'échec de l'initiative sur les F/A-18 ne laisse présager rien de bon pour l'initiative du parti socialiste demandant la réduction de 50% des dépenses militaires, mais on peut craindre que faute d'alternative, beaucoup vont continuer dans la voie institutionnelle, en perpétuant cette stratégie de l'échec. Un sursaut "radical" venant de certains secteurs du GSsA est peu probable à court terme, car les actions directes comme l'occupation du chantier de la place d'armes de Neuchlen-Auschwilen sont aujourd'hui moins légitimes que si la votation n'avait pas eu lieu. Le pouvoir a maintenant tout loisir de réprimer les militants actifs au nom du respect de la "démocratie". Ce ne sera pas facile d'être antimilitariste, en Suisse, ces prochaines années. Toute la difficulté sera de continuer à être actifs sans être isolés, en faisant

spectaculaire, de longue haleine, qui partira d'abord de réalités locales, en regroupant les gens qui ne craignent pas d'être minoritaires, en intervenant sur des aspects très concrets comme la défense des insoumis, les nuisances de l'armée...

Et s'il est une leçon à tirer du grand flop des F/A-18, c'est que nos ennemis sont aussi les spécialistes en contestation officielle, qui domestiquent et stérilisent les oppositions en les faisant systématiquement entrer dans le cadre institutionnel. □

*Nous n'allons pas revenir sur ce thème souvent abordé dans l'Affranchi. On peut ce référer, par exemple, à l'article sur les F/A-18 (déjà) paru dans le N°3 de l'Affranchi. Avis aux amateurs; il reste encore quelques exemplaires disponibles.

MOUVEMENTS SOCIAUX ET SUBVENTIONS

LES BOURSES DU TRAVAIL

Naissance des Bourses du travail – Un appareil idéologique d'Etat à la fin du XIXe siècle. Tel est le titre, un brin provocateur, de la thèse de l'historien allemand Peter Schöttler (PUF 1985). L'emploi du concept «appareil idéologique d'Etat», emprunté au philosophe marxiste Louis Althusser, peut paraître rébarbatif, cependant on aurait tort de s'arrêter à ça, car le livre de Schöttler est intéressant. Il offre un regard neuf, critique et documenté sur les organisations qui furent le berceau du syndicalisme révolutionnaire, et qui ont souvent été considérées comme l'expression achevée de la contre-société en marche.

Schöttler souligne le rôle déterminant joué par les Bourses du travail dans la naissance du mouvement syndical français. Il s'efforce de démontrer qu'elles «ont non seulement posé les bases du "syndicalisme révolutionnaire", mais aussi celle du syndicalisme réformiste, qui devint dominant au sein de la CGT à partir de 1909». Un autre mérite de Schöttler est de signaler que l'on a souvent sur-estimé l'influence des anarchistes sur les Bourses du travail naissantes. On a eu tendance à considérer qu'à son origine le syndicalisme français était révolutionnaire et anarchiste et qu'il se serait progressivement assagi. Une connaissance approfondie montre au contraire que réformistes, socialistes révolutionnaires et anarchistes se côtoyaient au sein des syndicats, à la fin du siècle dernier et que si, à un moment ou à un autre, les anarchistes ont dominé, ce ne fut que conjoncturellement durant de courtes périodes. En choisissant d'accorder son attention à la pratique effective, quotidienne, locale des Bourses plutôt qu'aux écrits révolutionnaires des militants connus (par exemple, ceux du secrétaire de leur Fédération : l'anarchiste Fernand Pelloutier) Schöttler met en lumière leur face cachée. Il insiste tout particulièrement sur le rôle des subventions municipales qui, si elles permirent au départ un développement rapide du mouvement des Bourses, furent aussi la source de ses limites et de son intégration.

Ariane

PRÉCISONS tout d'abord ce que l'on entendait par "Bourse du travail", en France, à la fin du siècle dernier. Il s'agissait d'un local ou d'un bâtiment mis à disposition des syndicats, par une municipalité, dans le but de favoriser le placement des travailleurs sans emploi. Dans la pratique les Bourses du travail informaient ceux qui recouraient à leurs services, du salaire usuel à exiger dans tel ou tel métier, soutenaient les travailleurs en grève, ou en tout cas refusaient de remplacer les grévistes, au contraire des bureaux de placement privés. Les différents syndicats y avaient leur bureau, on y faisait des réunions, des meetings, de la formation professionnelle, etc.

Les Bourses ne sont pas nées d'un projet libéral "pervers" par le mouvement ouvrier, comme le veut la tradition officielle. Au contraire elles furent dès le départ le résultat de revendica-

tions ouvrières. Pour les syndicats, il s'agissait de faire disparaître les rassemblements, sur certaines places publiques, où les patrons venaient chaque matin choisir, comme du bétail, les travailleurs dont ils avaient besoin. Il s'agissait aussi de lutter contre les bureaux de placement privés qui abusaient systématiquement du désarroi des chômeurs. Les organisations ouvrières avançaient aussi l'argument que, comme le capital, le travail devait avoir sa Bourse. Les travailleurs devaient pouvoir bénéficier d'une institution qui leur permette de fixer les prix de leurs prestations. Des exemples concrets nous permettront de comprendre les difficultés et les contradictions au travers desquelles émergèrent ces organisations.

LA BOURSE DE PARIS

LA première Bourse du travail, celle de Paris, naquit en 1886 dans un contexte de lutte

de classes ouverte (manifestations de chômeurs, pillages de boulangeries, mouvements contre les bureaux de placements...), mais ce ne fut pas uniquement une victoire des ouvriers. Pour Gustave Mesureur, son principal promoteur au conseil municipal, il s'agissait surtout de faire une «œuvre de pacification sociale qui mettra fin à une agitation sociale qui ne peut que s'aggraver et compromettre la République». Au début, cette Bourse fut dominée par les socialistes réformistes de l'époque : les possibilistes réunis autour de Paul Brousse. Mais le développement de la combativité ouvrière, dans les années qui suivirent, allait radicalement changer la situation. La grande grève des terrassiers en 1888, que les possibilistes refusèrent de soutenir, tout comme le succès de la première manifestation du Premier mai 1890, dont ils s'étaient eux-mêmes exclus, leur firent perdre tout prestige au sein des syndicats. A ce moment-là,

Histoire

une scission se produisit au sein du parti possibiliste, et une partie des militants fonda le parti ouvrier socialiste révolutionnaire (dit allemaniste, du nom de son principal leader Jean Allemane). Tous ces événements favorisèrent le renversement des possibilistes et la mise en place d'une direction révolutionnaire (allemaniste et anarchiste) à la tête de cette Bourse. Celle-ci développa alors une importante campagne

une perte de prestige. Ils tentèrent de mettre en place une Bourse indépendante, mais celle-ci périclita faute de moyens matériels suffisants. En 1895, Gustave Mesureur, devenu ministre du commerce, décréta la réouverture de la Bourse, à la condition que son administration ne soit plus confiée aux syndicats, mais au préfet et à la ville. Confrontés à la possibilité de réintégrer les magnifiques

municipales, et distribuer des subventions aux organismes liés au mouvement ouvrier comme les coopératives ou les Bourses du travail. Le sort des différentes Bourses s'est trouvé directement lié aux rapports de force politiques, les situations varient donc d'une ville à l'autre et se modifient en fonction des élections municipales.

Pourtant, à de rares exceptions près, l'initiative de fonder une Bourse du travail partait toujours des syndicats qui s'étaient souvent déjà regroupés en union ou fédération locale et qui adressaient une demande officielle de subvention à la municipalité, en faisant état de leurs difficultés. Voici un exemple, cité par Schöttler, d'une demande couronnée de succès, datant de 1887 : « Monsieur le Maire, Messieurs les Conseillers municipaux, les Chambres syndicales et Groupes corporatifs de Nîmes ont l'honneur de vous exposer qu'ils se sont préoccupés depuis longtemps de la situation peu avantageuse dans laquelle ils se trouvent, faute d'un local suffisant pour pouvoir donner à leurs organisations le développement qu'elles comportent. La plupart des Chambres syndicales de la ville de Nîmes sont obligées de se réunir dans l'arrière-salle d'un café, ce qui est (...) peu digne pour des groupements sérieux. Le complément de l'organisation d'un syndicat ouvrier, tel que : salle de réunion, bibliothèque, cours professionnels, etc. ne peut trouver de place pour les associations professionnelles de notre ville, à cause justement de ce manque de locaux (...). Nous avons pensé que c'était au Conseil municipal qu'il appartenait d'aider les syndicats ouvriers... ». Souvent dans ces demandes on faisait référence à l'existence d'autres Bourses pour convaincre les municipalités, car c'était elles en dernier ressort qui prenaient la



d'agitation. En riposte, les autorités décidèrent d'abord la suspension de la subvention municipale, puis la fermeture de la Bourse manu militari, par l'Etat, en juillet 1893.

Privés de locaux, les syndicats parisiens se retrouvèrent à la rue et sans le sou. Comme ils avaient bénéficié de subventions régulières, les cotisations syndicales avaient été déclarées "facultatives". Dans un premier temps cette nouvelle situation radicalisa le mouvement. C'est à cette époque que la Fédération des Bourses du travail, mise en place pour coordonner l'action des Bourses sur le plan national, prit son essor. Mais en dépit de ce développement global relativement favorable, les syndicats parisiens connurent un affaiblissement matériel indéniable et

locaux de l'ancienne Bourse, les syndicats étaient divisés, mais finalement les considérations financières l'emportèrent et les nouvelles conditions imposées par l'Etat furent acceptées à la majorité.

AUTRES BOURSES, AUTRES PROBLEMES

L'EXPANSION des Bourses du travail doit être mise en rapport, sur le plan politique, avec le développement général du mouvement socialiste français à la fin du XIXe siècle. Dans de nombreuses villes ouvrières, des majorités radicales-socialistes, voire socialiste uniquement parvinrent à dominer les mairies. Elles purent ainsi mettre en route certaines mesures sociales com-

décision, et ceci non pour des raisons philanthropiques mais en fonction de considérations électorales.

L'importance des subsides consacrés aux Bourses variait aussi d'une localité à l'autre. Dans certaines grandes villes on engagea des sommes considérables pour construire des bâtiments neufs. Ailleurs on réhabilita des locaux appartenant à la municipalité. Certaines mairies furent très généreuses, d'autres fort pingres : «la Bourse de Valence, par exemple, n'eut

de placement dont le but était «de dresser chaque semaine un panorama national du marché du travail, afin de pouvoir diriger les chômeurs vers les emplois vacants dans tout le pays». Cet office put voir le jour grâce à une subvention annuelle de 10'000 francs accordée par le ministre concerné qui n'était autre qu'Alexandre Millerand, le premier socialiste français à accéder au gouvernement. Millerand vit dans ce projet «la possibilité de renvoyer aussi rapidement que possible en

mer la société suffit à prémunir contre l'intégration».

Par le mécanisme de la subvention, les mairies et préfectures pouvaient effectuer un contrôle sur l'activité des Bourses. Dans certains cas la somme allouée était librement gérée par les syndicats, mais dans d'autres les responsables devaient présenter des justificatifs faisant état de leurs dépenses. Sur ce point, un changement de majorité au niveau des mairies pouvait faire changer la situation du tout au tout.



droit qu'à une seule pièce, une table et quatre chaises...» Outre cette subvention de départ, les Bourses bénéficiaient généralement d'une subvention annuelle qui permettait de financer leurs activités quotidiennes, ainsi que de subventions spéciales pour l'envoi de délégations à des congrès ouvriers, etc.

UNE SUBVENTION SPÉCIALE

UN exemple assez intéressant de subvention spéciale mérite d'être signalé : en 1899 la Fédération des Bourses décida de constituer à Paris un Office national ouvrier de statistique et

province les masses ouvrières qui s'était concentrées à Paris pour les travaux de l'Exposition universelle de 1900 et qui pouvaient constituer un «danger» (...) une fois que Millerand eut atteint son objectif à court terme, la subvention fut, dans un premier temps diminuée de moitié puis complètement supprimée. Le projet du coup, n'était plus viable». Cette affaire montre à quel point certaines «bonnes intentions» de militants foncièrement honnêtes comme Fernand Pelloutier qui participait à ce projet pouvaient être instrumentalisées par le pouvoir. Comme le dit si bien Schöttler : «il serait (...) absurde de poser que la seule volonté de transfor-

CONTROLE POLICIER ET PACIFICATION SOCIALE

MAIS le droit de regard des autorités ne se bornait pas au contrôle des dépenses. Certaines conférences jugées trop politiques furent interdites, le soutien à certaines grèves contesté. Pour se faire obéir, les autorités menaçaient systématiquement de supprimer les subventions voire de fermer la Bourse. A Roanne, la Bourse fut fermée en 1895 à la suite d'une grève des tisserands. Pour accorder l'autorisation de réouverture qui n'eut lieu qu'en 1900, le préfet exigea que figure en toutes lettres dans les statuts «l'interdiction des discussions économiques à caractère général». D'autre part «les comités de grève ne pourraient plus à l'avenir siéger en permanence dans la Bourse, d'autres manifestations devraient être annoncées préalablement à la police».

Pour ne pas perdre de leurs moyens matériels et financiers, les Bourses évitaient généralement d'apparaître comme la «tête» des mouvements de grèves. Dans l'ensemble elles ne poussaient pas à l'intransigeance, jouant plutôt un rôle de médiateur. Schöttler a relever

Histoire

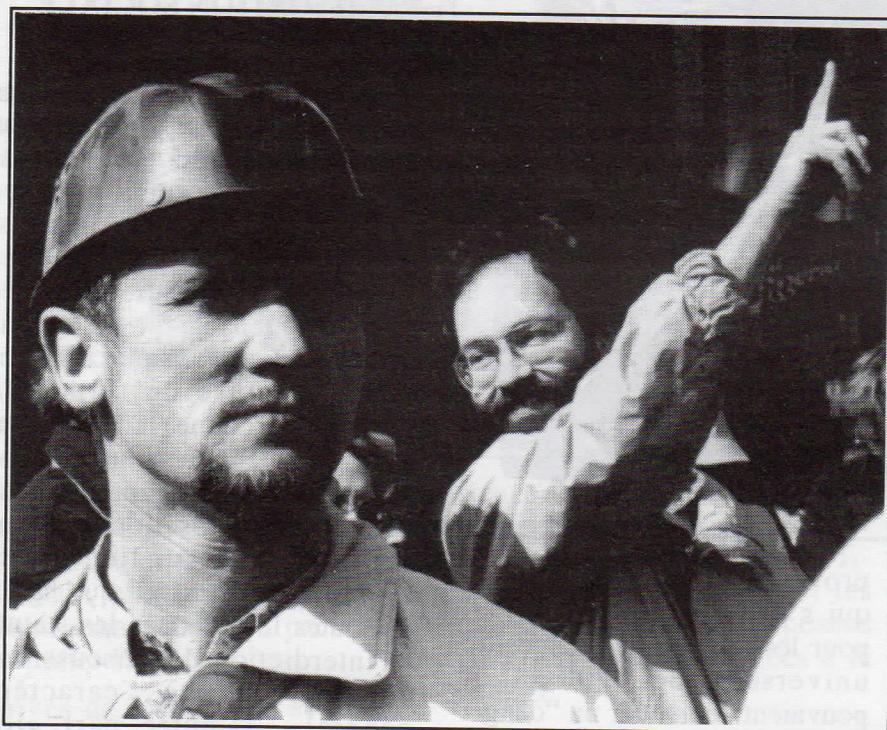
«qu'un certain nombre de Bourses étaient astreintes de manière quasi statutaire à engager des négociations» en cas de conflits du travail. Là encore s'affirme le rôle de "pacification sociale" que les autorités voulaient faire jouer aux Bourses.

Tout au long de son ouvrage, Schöttler montre à quel point les subventions furent à tout moment un enjeu de lutte. Il relève aussi que les syndicalistes devinrent progressivement conscients des contradictions engendrées par le "subventionnisme". Ils essayèrent d'y résister en exigeant des adhérents le

calisation des luttes au début du siècle amenèrent de nombreux syndicalistes à dénoncer les effets des subventions. Le congrès d'Amiens, en 1906, se prononça contre le subventionnisme. Pourtant F. Marie, le secrétaire de l'union des syndicats de la Seine dénonçait encore, dans un article paru en 1911, les méfaits du subventionnisme qui «soutient le syndicalisme comme la corde soutient le pendu» (La vie ouvrière n°50). F. Marie met en lumière un certain nombre de cas de chantage à la subvention. Beaucoup de syndicats s'étaient vu couper les vivres à la suite à la grève générale du 1er mai

ventionnées par les autorités. Ce qui est fondamental, c'est de relever que leur forme et les tâches qu'elles se sont données furent intimement liées à la dépendance financière qui était la leur au départ. Finalement «malgré leurs programmes (...) révolutionnaires, les Bourses du travail s'acquittèrent parfaitement des fonctions qui leur étaient imparties : placement, formation professionnelle, assistance aux chômeurs etc.» c'est-à-dire des tâches non couvertes par les services officiels à l'époque. Les Bourses ont donc joué un rôle innovateur et précurseur sur le plan de la politique sociale. Selon Schöttler la bourgeoisie n'entreprend pas, en général, de réformes par elle-même. Il lui faut un aiguillon extérieur, même pour prendre des mesures qui assurent à long terme sa propre survie. Les Bourses, avec le fil à la patte de la subvention qui les empêchait d'aller trop loin, ont pu jouer un rôle de soupape de sécurité dont le système avait besoin pour se maintenir. Elles le firent d'autant mieux qu'à côté de la tendance fédéraliste et révolutionnaire qui les caractérisait, il existait une autre idéologie, celle des "services publics" développée par les partisans de Paul Brousse. Selon eux, on ne pouvait arriver au socialisme que par une transformation progressive de toutes les institutions en "services publics". Ils luttèrent d'ailleurs pour faire reconnaître juridiquement l'utilité publique des Bourses. Ils ne parvinrent pas à leur fin, mais cet élément "théorique" ne disparut jamais complètement du mouvement syndical.

L'ouvrage de Schöttler écorne sans doute quelques pages du glorieux passé du syndicalisme révolutionnaire, mais il aide aussi à comprendre pourquoi la majorité du mouvement ouvrier français versa si facilement dans l'union sacrée, lors du déclen-



paiement des cotisations, parfois même ils constituèrent des fonds de réserves pour parer à une éventuelle suppression de la subvention. La recherche de Schöttler s'arrête en 1902 au moment où les Bourses intègrent la CGT. Elle ne couvre donc pas la grande période du syndicalisme révolutionnaire. Toutefois, même durant cette période, le problème des subventions ne disparut jamais complètement. Certes le renforcement en nombre des syndicats et la radi-

1906 ou pour cause de propagande anti-militariste, et ils avaient quand même survécu; cette constatation pousse l'auteur à dire que les syndicats vont désormais devenir tout-à-fait autonomes. Pourtant il signale un certain nombre de subsides récents et relève qu'à Lyon par exemple «le subventionnisme n'est pas encore mort».

Il est finalement secondaire de savoir jusqu'à quand et dans quelle proportion les Bourses du travail continuèrent à être sub-



chement de la guerre en 1914; et ceci malgré l'intense propagande antimilitariste s'était développée les années antérieures. Des discours à la pratique il y a souvent un abîme.

AUJOURD'HUI LES CENTRES "AUTONOMES"

CEPENDANT, là n'est pas le seul intérêt de ce livre. On pourrait, à notre avis, établir un parallèle, quelque peu hasardeux peut-être, entre les Bourses du travail à leur origine et certains centres "autonomes" ou "squatts" subventionnés qui se développent depuis quelques années en Suisse. A l'époque des Bourses, il s'agissait de favoriser le placement des chômeurs afin d'éviter les révoltes. Aujourd'hui, parce que les emplois deviennent de plus en plus rares, il s'agirait plutôt d'encadrer et d'occuper les non-travailleurs. Derrière les discours souvent assez contestataires de certains "autonomes" on retrouve aussi une demande de reconnaissance d'utilité sociale pour la prise en charge des marginaux ou

le développement d'activités culturelles (musique...). Le but poursuivi est le même que celui des Bourses du travail au siècle dernier : obtenir des locaux, toucher des subventions.

N'y a-t-il pas là les premiers jalons d'une nouvelle "politique sociale" préventive ? Ne favorise-t-on pas la survie du système en revendiquant des subventions qui tôt ou tard permettront un contrôle sur les activités des centres en question ? Ces centres ne devront-ils pas accepter concessions sur concessions au gré des changements de majorité politique au sein des municipalités ?

Le refus des subventions est encore largement présent dans les squatts, mais on peut craindre que le renforcement de ceux qui demandent et obtiennent des subventions n'entraîne progressivement l'intégration du mouvement. Celui-ci ne risquerait-il pas alors de prendre progressivement la forme d'une "réforme sociale" adaptée aux nouveaux besoins du capitalisme ?

Les utopies concrètes, les expé-

riences de vie réellement autogérées et indépendantes connaissent de nombreuses difficultés et sont souvent condamnées à l'échec à plus ou moins long terme, mais elles conservent des dimensions subversives que perdent rapidement les institutions subventionnées. Autant le savoir. □



DROIT DE RÉPONSE

LA DISTINCTION

Nous avons reçu le rectificatif suivant de nos très distingués confrères de *La Distinction* :

«Dans l'apparition n°5 de votre organe (mars 1993) vous nous attribuez des liens anciens avec ce que vous dénommez un "nouveau patron", le ci-devant J. Z., de l'entreprise V., à C. (VD). Ceci est pure calomnie et nous fâche.

Vous ne portez pourtant pas l'entière responsabilité de vos actes, car cette velléité d'intoxication vous provient d'une certaine presse (*L'Hebdo*, n°46). A surveiller les moyens de propagande du grand capital, vous devriez néanmoins le faire plus régulièrement, puisqu'au prix d'une longue et acharnée lutte nous avons obtenu du trust Ringier la publication d'un rectificatif (*L'Hebdo*, 10 décembre 1992). (...) Pour *La Distinction*, le premier secrétaire de la section syndicale E. L.»

NIGERIA

Les quatre militant socialistes libertaires et syndicalistes nigériens dont nous avons parlé dans l'Affranchi n°4 ont été libérés le 29 janvier 1993. Leur détention, qui a duré sept mois sans jugement, a été reconnue illégale, anti-constitutionnelle et en violation des droits de l'homme.

Leur arrestation s'était produite lors des manifestations d'étudiants et de travailleurs contre les plans d'austérité du FMI et de la Banque mondiale. Ce mouvement protestait aussi contre le manque de liberté d'expression et d'association.

Leur procès devait avoir lieu en mai, mais nous n'avons pas reçu d'information à ce sujet. Nous savons qu'ils doivent se présenter tous les jours à la police secrète nigérienne et auprès des services de sécurité. Malgré cela, les militaires ont tenté de les arrêter à nouveau, chose semble-t-il assez commune au Nigeria.

Sur la scène politique, la situation ne s'est pas améliorée, au contraire. La répression est de plus en plus forte. Les travailleurs ont fait des grèves sur tout le territoire, réclamant de meilleures conditions de vie. Les compagnons de la ligue Awareness craignent de plus en plus que le général Babangida s'auto-proclame président à vie.

Ils ont toujours besoin de notre soutien financier, car les quatre compagnons sont sortis de prison très affaiblis, et ils doivent assurer les frais de leur procès.

Nous leur avons déjà fait parvenir la petite somme que nous avons récoltée jusqu'à maintenant, nous ferons de même pour les versements qui nous parviendront à notre CCP avec la mention "Nigeria".

SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS NÉPALAIS

Les travailleurs de "Nepal Battery Company" à Katmandou se sont mis en grève le 21 janvier 1993, pour protester contre de mauvaises conditions sanitaires, le manque de sécurité et des violations de la convention collective. Ils luttent aussi contre les pressions qu'ils subissent et la collusion entre le gouvernement et l'employeur.

Cette usine est une filiale de "Union Carbide", responsable du désastre de Bhopal. Depuis l'ouverture de la filiale de Katmandou en 1984, 8% des travailleurs ont été licenciés pour activisme syndical.

Les travailleurs revendiquent le paiement intégral du salaire en cas de maladie professionnelle, ainsi qu'une assurance vie. Ces ouvriers manipulent beaucoup de produits extrêmement toxiques, pour fabriquer des batteries. Un grand nombre de travailleurs souffrent déjà de maladies graves. Ils demandent aussi un contrat permanent après 240 jours de travail, car beaucoup d'entre-eux n'ont qu'un statut temporaire.

Le patronat a riposté par de violentes pressions, en menaçant de licencier les "activistes" et surtout en refusant les demandes des travailleurs et en déclarant la grève illégale. Le gouvernement a adopté la même attitude. Les membres du syndicat NBWU-NIWU/GEFONT pensent qu'il existe une collusion entre la direction de l'entreprise et les officiers du Département du

travail, car toutes les conditions légales pour que la grève soit autorisée étaient réunies.

Le syndicat GEFONT appelle à la solidarité internationale... «vos "petites" lettres seront d'une "grande" aide pour les travailleurs... vos lettres de protestation vont d'une part faire pression sur les autorités et d'autre part, vos messages de solidarité enrichiront la conscience des travailleurs.»

**LETTRES DE PROTESTATION
ENVOYER À :**

Mr. T.K. Sudharsan
General Manager
Nepal Battery Company Ltd.
Balaju Industrial District
Ring Road
post Box 3194
Katmandou Nepal

Mail Room
M/S Union Carbide India Ltd.
B.P.D.O.
2, Rainey Park
Calcutta - 700019 Inde

Director General
HMG, Department of Labour
PutaliSadak
Katmandou Nepal

avec une copie à

General Federation of Nepalese
Trade Unions (GEFONT)
Post Box # 160
District Post Office
Patan Gate
Lalitpur Nepal

Suite à plusieurs articles d'information et de soutien publiés dans l'Affranchi à propos de Marco Camenisch, certains camarades se sont interrogés sur la légitimité des actions commises ou attribuées à Marco. Faudrait-il conditionner l'aide aux prisonniers en fonction de la nature des actes que leurs sont attribués ?

Immanquablement, quand il est question du soutien à un compagnon emprisonné, la nature et la légitimité des actes qu'il a pu commettre sont évalués. On a tendance à conditionner la solidarité à des critères de responsabilité ou respectabilité. On se demande si le prisonnier mérite notre soutien. Une telle attitude correspond à un "calcul" qui sous-estime l'action de l'Etat et les mécanismes que celui-ci met en place pour réduire les rebelles en rupture avec le système.

Errico Bonnetête

LA VIOLENCE MONOPOLE D'ETAT

L'Etat garde le monopole de l'exercice et de la gestion de la violence. Un accord sur ce point existe au sein des forces politiques de gauche comme de droite. Ce modèle repose sur l'acceptation des normes sociales et morales et sur l'adhésion, plus ou moins volontaire, de l'ensemble des gens, au rôle qu'exerce l'Etat.

L'Etat de "droit" impose ses conceptions du droit et de la justice. Sa fonction principale est l'arbitrage des divergences qui émergent entre les acteurs économiques dont il garantit les conditions de développement. L'Etat écarte ceux qui s'opposent au déroulement "normal" de l'exploitation des hommes et de la nature, dont il se considère d'ailleurs comme propriétaire.

L'appareil de répression axe ses principales interventions contre ceux qui transgressent les règles et qui s'attaquent au modèle consensuel par des moyens armés. Il ne le fait pas seulement pour des raisons de sécurité, mais surtout pour conserver l'exercice exclusif de la violence, donc du pouvoir.

Habituellement, l'appareil d'Etat ne passe pas à l'acte pour marquer son ascendant. Sa domination se manifeste principalement par des formes de violence symbolique, mais quand l'occasion lui est donnée de se mesurer à d'éventuels "concurrents", il met en scène son pouvoir avec exubérance et détermination.

La violence institutionnelle est dans la rue, dans les têtes et dans les souvenirs diffus, mais bien réels de chacun. Lorsqu'ils manifestent leurs radicalité, les exploités se trouvent toujours confrontés à une violence puissante et pas toujours ciblée. En définitive, ce qui est le plus important, pour l'Etat, c'est d'inspirer une terreur qui laisse des traces, afin qu'elle ne puisse être oubliée. Pour l'Etat, il est toujours plus facile de prévenir les débordements que rétablir une situation qui pourrait mettre en péril son hégémonie.

DE LA VIOLENCE DES OPPRIMÉS

La violence institutionnelle, mène à un développement de la mort dans l'espace des vivants. La riposte des opprimés ne peut être de même



nature, elle part de la nécessité de défendre un espace qui lui appartient et que lui dispute une domination, consommatrice imperturbable des énergies humaines. Avec Marco nous avons affaire à un type de violence principalement défensif qui témoigne du refus d'un système, du refus de l'oppression, du refus de la destruction de la nature. Il s'agit dans son cas d'un combat individuel à armes inégales contre l'Etat. Sa violence ne peut être comparée à celle des institutions de pouvoir. On ne peut mettre sur le même plan un individu qui se révolte et un système qui essaie de réduire, par la violence, ceux qui s'opposent à lui.

Autant nous combattons les violences institutionnelles qui viennent de l'Etat, des mafias ou des groupes qui constituent des Etats en puissance comme le sentier lumineux au Pérou ou l'ETA au Pays Basque, autant nous devons essayer de défendre les révoltés qui se trouvent pris dans l'engrenage de la répression.

LA PRISON TOMBEAU

De plus nous refusons l'institution de la prison, qui prétend résoudre les problèmes de la violence en enfermant les gens. Le principe même de l'isolement est odieux. L'Etat prétend réintégrer les détenus alors qu'il ne fait que de les briser, les anéantir sans l'avouer publiquement. L'essentiel de la délinquance est le produit du système lui-même.

A l'heure où l'Italie "découvre" avec stupeur que la corruption et la collusion avec la mafia touchent tous les rouages du pouvoir jusqu'au plus haut niveau et sont devenues, en fait, un mode de gouvernement, la condamnation d'un révolté, comme Marco, à une lourde peine est choquante. Cela aussi il faut le dire, car les prisonniers en révolte servent maintenant de victimes expiatoires à une société sans avenir.

DES NOUVELLES DE MARCO CAMENISCH

Le 4 avril dernier, le militant anti-nucléaire et anarchiste suisse Marco Camenisch a été condamné à douze ans de prison par le tribunal de Massa (Italie); soit six ans pour port d'armes et détention d'explosif et six ans pour coups et blessures. On se souvient que lors de son arrestation, en novembre 1991, Marco avait tiré sur un policier... dont le collègue avait riposté, blessant Marco en retour. D'autre part, malgré l'absence manifeste de preuves, l'accusation s'est efforcée de mettre sur le dos de Marco tous les attentats commis en Italie, ces dernières années, contre des installations électriques. Il y a une trentaine d'années que des pylônes tombent en Italie et jusqu'ici personne n'avait été arrêté. Marco, déjà condamné pour des faits semblables en Suisse, était donc le coupable idéal.

Après ce procès, Marco a entamé une grève de la faim qui a duré 60 jours pour protester contre ses conditions de détention et exiger son transfert à Novare, où se trouvent d'autres prisonniers politiques. Par cette grève, il voulait aussi témoigner de sa solidarité avec la revendication générale de regroupement, avancée depuis longtemps par de nombreux prisonniers politiques italiens (en particulier les anciens "brigadistes").

D'abord menacé d'être nourri de force, Marco a finalement été entendu et transféré. Dans sa nouvelle prison, Marco a été accueilli avec sympathie par les autres détenus. Il est dans une cellule individuelle, mais il y a des moments dans la journée où les prisonniers sont ensemble. Il se sent mieux qu'à Milan, même s'il a été privé de sa machine à écrire et qu'il n'a plus le droit d'avoir du papier carbone.

On peut lui écrire à l'adresse suivante :
Marco Camenisch
Via Storzessa 49
28100 Novara (Italie)

Pour avoir des informations sur la campagne de soutien en Suisse s'adresser à :
AAA
Case postale 38
1000 Lausanne 9

Abel Paz

LE 17 avril dernier, le Centre international de recherche sur l'anarchie (Av. de Beaumont 24, Lausanne) recevait Abel Paz pour une présentation de ses derniers livres. L'échange que les participants ont pu avoir avec lui fut très enrichissant. Tout comme le furent les discussions informelles qui suivirent. Evidemment, sur le moment, personne n'a eu l'idée de prendre note de ses propos toujours clairvoyants, souvent inattendus et mordants.

Avant son départ, prenant pour prétexte l'imminente réédition de son ouvrage sur la révolution espagnole de 1936 : «Durruti. Le Peuple en armes», deux d'entre-nous décidèrent de le soumettre à l'exercice passablement artificiel de l'interview. Il n'est jamais innocent de mettre un enregistreur sur une table et de poser des questions bateau à quelqu'un avec qui on vient de discuter librement des heures durant. Expérience faite, cela en valait pourtant la peine.



Pourquoi rééditer «Durruti. Le peuple en armes» ? Est-ce seulement dû à un concours de circonstances ou y a-t-il des raisons précises liées à la période actuelle ?

– L'édition française de 1972 était épuisée et jusqu'à aujourd'hui aucun éditeur ne s'était engagé à rééditer ce livre. Maintenant il s'en est trouvé un, c'est tout simple. Je ne pense pas que son ambition soit financière, car je ne crois pas que ce soit un livre qui va se vendre beaucoup. Peut-être que l'éditeur a ressenti une certaine nostalgie, d'une

lecture qu'il avait faite dans le temps. Ou même que la crise que vit l'humanité, le manque de valeurs morales... aient pu l'inciter à ce lancer là-dedans.

Qu'est-ce que la connaissance de la révolution espagnole peut apporter au lecteur francophone de 1993 ?

– À mon avis ta question est un peu banale, c'est le genre de question que l'on pose en général à la télévision. Qu'est-ce que ça va apporter ? Comme si la personne qui pose la question pouvait connaître à l'avance ce

que le peuple veut savoir. C'est manifester une espèce de suffisance. L'histoire c'est très compliqué. Il ne faut pas confondre l'individu avec la multitude. On juge la société comme une globalité et la société n'est pas une globalité. Dans cette multitude il y a beaucoup de groupes, beaucoup d'individualités, de gens qui s'intéressent à des choses complètement différentes. C'est comme si l'on pensait que la musique moderne suffit à tout le monde. Et bien, il y a des gens qui aiment encore la musique classique ou d'autres sortes de musiques. Tout le monde ne pense pas que la littérature d'évasion soit la seule valable. Il y a encore des gens qui veulent des bouquins qui les fassent réfléchir. C'est pourquoi savoir à l'avance, penser à l'avance, l'intérêt que cela peut apporter... On ne pourra répondre à cette question que lorsque le livre sera paru. Si personne ne l'achète évidemment... Mais si on l'achète c'est que cela peut intéresser. Le 80% des gens qui achètent un bouquin c'est pour le lire !

En France, il y a dix douze ans, certains thèmes étaient tabous, personne ne s'y intéressait, comme par exemple : la guerre d'Algérie ou l'occupation

à Lausanne



allemande. Aujourd'hui il y a une invasion de bouquins sur la guerre d'Algérie, sur l'occupation. Si c'est édité, c'est parce qu'il y a une demande, c'est parce qu'il y a un intérêt, et ça peut être inexplicable. Pourquoi un bouquin comme «Durruti...» qui parle de la révolution espagnole ? La révolution espagnole a été très mal expliquée en France parce que, pendant longtemps, le seul cliché qu'il y ait eu sur la guerre d'Espagne, était celui du parti communiste qui contrôlait le monde de l'édition, les journaux... A partir de 1968 le parti communiste a commencé à perdre de l'importance, c'est pourquoi après 68, des livres comme le mien ont pu être publiés, des livres comme celui de Voline*, comme «L'Espagne libertaire» de Gaston Leval, des livres d'anarchistes qu'il était impensable de publier avant. On avait rompu le contrôle que le parti communiste imposait au sein des moyens d'information.

A partir de 1975-76, il y a eu une espèce de crise chez les lecteurs. Ensuite ce fut l'impensable écrasement de l'empire russe et toute la campagne faite par Fukuyama et d'autres, qui disent que l'utopie est morte, que les idéologies sont mortes, que la seule chose valable est le capitalisme. Mais il y a des gens, de petites minorités qui ne se contentent pas de cela.

Je pense que la révolution espagnole continue d'être, non pas un modèle, mais quelque chose qui contient une partie très constructive, très instructive, exemplaire. Aujourd'hui la question n'est pas d'imiter la révolution espagnole, car le moment historique n'est pas le même. Mais des bouquins comme celui de «Durruti...» rompent avec l'histoire officielle, c'est une histoire de franc-tireurs. Je pense que l'éditeur a eu une bonne idée; car la situation actuelle, qui marque la fin ou la débâcle de la gauche est

favorable à une connaissance de l'anarchisme. Après la défaite du communisme, de la sociale-démocratie, que reste-t-il dans le monde. Il reste simplement l'anarchisme pour s'opposer au courant conservateur ou libéral qui suggère que l'homme est né pour être esclave et que c'est quelque chose d'imparable. L'anarchisme aspire à un avenir complètement différent. Je pense que mon bouquin est révélateur, avec des exemples très concrets, du fait que l'homme peut être libre, s'il se décide à rompre le carcan que lui imposent l'État et les partis politiques. Après, si cela peut inspirer des gens, je ne sais pas, c'est une aventure.

Ce livre à été traduit dans plusieurs langues, est-ce que tu as eu connaissance de réactions de lecteurs ?

– Évidemment, mais avant de raconter des anecdotes, il faut que je fasse une observation. Si les lecteurs prenaient l'habitude de contacter l'auteur d'un livre qu'ils ont lu, en lui écrivant ou en établissant un dialogue direct, alors le livre remplirait vraiment sa mission. Mais généralement cela ne se fait pas pour des raisons de timidité ou autre. Généralement tu n'as pas d'écho, ou alors seulement les critiques que l'on te fait dans les journaux, ce qui ne correspond pas à l'écho que tu peux avoir dans le public. L'expérience la plus intéressante que j'aie faite dans ce domaine s'est produite en Australie à Melbourne où les copains anarchistes m'avaient invité. C'était en 1986 lors du centenaire du premier groupe anarchiste qui ait existé à Melbourne. J'ai fait, non pas une conférence, je n'en fait pas, mais une causerie où les

gens discutent. A la fin il y a une fille qui se lève et qui me dit : vous ne savez pas le plaisir que cela me fait de vous connaître... Et elle me dit : je suis professeur d'histoire à l'université de Sydney, j'ai deux cent étudiants intréressés par la révolution

mais quand même il y a des choses qui ne me plaisent pas... Moi j'étais très intéressé par les remarques de ce jeune, car ne sachant pas qui j'étais, il parlait de façon spontanée, informelle. Je l'ai même questionné... mais il y a un crétin qui a tout fichu en

par en bas donne la parole à des gens qui ne l'ont pas. (...) L'histoire pour moi c'est une chronique de la vie. Je ne suis pas historien je suis un narrateur des événements vécus. D'un autre côté je tire des enseignements de mes lectures. Les événements les plus intéressants de la révolution espagnole sont les créations des ouvriers, des paysans pour se libérer du carcan coercitif étatique et capitaliste qui les opprimait. Les collectivités agricoles et industrielles, la mise en marche de nouvelles formes de vie collective, de nouveaux systèmes pédagogiques... Il y a des quantités d'exemples qui sont pour moi toujours valables. A mon avis, la mentalité de la classe ouvrière est en retard aujourd'hui par rapport à la maturité qui existait à l'époque. Ce que l'on entend aujourd'hui par autogestion ou par pédagogie libertaire ne dépasse pas ce que nous avons pratiqué, à ce moment-là, en Espagne.



espagnole et je donne un cours avec votre livre. Les deux cent étudiants ont acheté votre livre et vous êtes invité, parce que les étudiants ont envie de vous parler. J'y suis allé, ça a été intéressant. Et bien voilà un écho. Si je n'étais pas allé en Australie je n'en aurais jamais rien su. Normalement ces situation là ne se produisent pas, sauf aux Etats-Unis peut-être où la j'ai été invité par une université, quand mon livre à été édité en 1973. On me payait le voyage, mais l'ambassade américaine m'a refusé le visa d'entrée parce que j'avais une fiche de terroriste, d'anarchiste.

Je peux encore raconter un cas plutôt comique. On était à Barcelone dans un café. Il y avait là un groupe de copains bretons. Et il y a un type qui a commencé à dire : il y a un livre intéressant, le «Durruti» d'Abel Paz que j'ai lu sur la révolution espagnole,

l'air en disant : Abel Paz c'est lui ! A partir de ce moment-là le gars a été incapable de dire un mot.

On dit généralement que l'étude de l'histoire permet de mieux comprendre le présent. Quelle serait pour toi la leçon la plus importante que l'on devrait tirer des événements de cette période ? Sur quel aspect aurais-tu envie d'insister.

– D'abord il faut dire que l'histoire n'est pas un cimetière, ce n'est pas un alignement de cadavres. L'histoire officielle c'est l'histoire des assassins, des rois...

Il y a deux approches de l'histoire : l'histoire officielle qui ne fait que narrer les événements, les victoires et les défaites. Et puis il y a l'histoire regardée par en bas, qui est celle dont on peut tirer des enseignements. Celui qui écrit l'histoire

Venons-en à tes derniers livres qui sont parus récemment en Espagnol (ou en Catalan). Tu as voulu faire connaître d'autres périodes du mouvement ouvrier et de l'anarchisme espagnol et tu as aussi écrit deux ouvrages autobiographiques. Tu as choisi deux formes d'expression. Pourquoi ? Une partie de tes livres constituent également des documents pour des gens qui voudraient aller plus loin, faire de nouvelles synthèses, d'autres recherches. Est-ce que tu pourrais donner des pistes à ceux qui voudraient approfondir certains aspects de l'anarchisme espagnol ?

– Des pistes je ne veux pas en donner. Je suis un autodidacte et je suis engagé depuis que j'ai conscience de moi-même. Moi ce qui m'intéresse ce sont les gens de... — je ne voudrait pas que ce soit interprété comme une notion marxiste — mais finale-

ment il y a la classe, les gens de ma classe. C'est l'histoire de cette classe la plus vulnérable, la plus manipulée. Et j'ai pris l'engagement de dire honnêtement ce que je pense de la vie de cette classe, comme je participe d'elle, parce que je suis là au travers de mon témoignage. Je pense que l'histoire est faite aussi de témoignages qui apportent des éléments pour comprendre les conditions de vie (...). Evidemment le contexte historique dans lequel on vit, on ne peut pas l'oublier, il est là, mais il faut en parler juste le nécessaire. Le plus important c'est le témoignage qui explique comment on sent son temps, comment on vit. C'est pourquoi une fois que j'ai fini «Los internacionales...», «Durruti», «La Columna de Ferro», «La CNT 1939-51»... Après que j'aie fait ce petit bloc d'une histoire mal connue, très mal traitée surtout par les marxistes (...). Bien sûr j'aurais aimé écrire une histoire qui aborde encore d'autres périodes de l'Espagne, mais à mon âge, je n'ai pas assez de force pour cela. C'est pourquoi j'ai continué sous la forme du témoignage, de l'autobiographie pour couvrir certaines périodes. Après, j'espère avoir la force d'écrire un essai biographique sur une femme qui a été oubliée, une copine des jeunesses libertaires, qui s'appelait Ada Martí, qui a été une très bonne journaliste, très libre, qui a fini par se suicider pour des raisons personnelles. Ce sera peut-être mon dernier bouquin. Je veux faire cet essai biographique parce qu'il y a aussi un problème. Il y a beaucoup de choses qui ont été écrites à partir de préoccupations féministes. Il y a Mary Nash qui a écrit un bouquin sur la femme espagnole, la femme dans le mouvement ouvrier. Elle a pris sept ou huit femmes très connues, des militantes célèbres. Moi je ne pense pas que ce soit

suffisant pour couvrir le rôle que la femme a joué dans la société. Je reviens à ma méthode. Je pense que la femme a été beaucoup oubliée dans le mouvement ouvrier, pour son rôle actif, pour son abnégation, pas seulement dans les luttes ouvrières comme à Barcelone par exemple — les grèves des tisserandes auxquelles 40'000 femmes ont participé; ou dans l'opposition à la guerre du Maroc en 1909, ce qu'on a appelé la semaine tragique, où les femmes ont joué un rôle de subversion en empêchant que les soldats soient envoyés en Afrique — mais aussi quotidiennement. Quand un compagnon est en grève ou en prison, c'est la femme qui tient les gosses, qui amène des colis aux prisonniers, qui doit lutter pour survivre. Cette partie là est

oubliée. On parle du militant tel ou tel et jamais de sa compagne. Je vais profiter de ce petit essai biographique pour faire une espèce de chant aux oublié(e)s de l'histoire... □

Propos recueillis par Ariane et Joël.

* Abel Paz fait référence à «La révolution inconnue» de Voline. Un ouvrage fondamental écrit par un anarchiste russe sur les aspects méconnus de la révolution de 1917. A ce propos Abel Paz nous a raconté qu'en mars 1968 des copains de Paris qui possédaient un stock de ce livre, n'arrivaient pas à le vendre aux bouquinistes même à un franc pièce. Après les événements, la librairie Maspero en a acheté trois cent exemplaires qu'ils vendaient à 60 FF. «La Révolution inconnue» a été rééditée en 1986 aux éditions Belfond.

PRINCIPAUX OUVRAGES D'ABEL PAZ :

- *Durruti. Le Peuple en armes*, Ed. Quai Voltaire, Paris, 1993. (Réédition à paraître cette automne - 1ère édition, Paris, Tête de Feuille, 1972).
- *CNT (1939-1951)*, Ed. Hacer, Barcelone, 1981.
- *Crónica de la Columna de Ferro*, Ed. Hacer, Barcelone, 1984. (En Catalan, en vente au CIRA).
- *19 de juliol del "36"*, Ed. Hacer, Barcelone, 1988. (En Catalan, en vente au CIRA).
- *Al pie del muro (1942-1954)*, (texte autobiographique), Ed. Hacer, Barcelone, 1991. (En Espagnol, en vente au CIRA).
- *Los internacionales en la región española (1868 - 1872)*, Barcelone, 1992. (En Espagnol, en vente au CIRA).
- *Entre la niebla (1939-1942)*, (texte autobiographique), à paraître.

CNT

VOIE LIBRE

L'un d'entre nous s'est rendu, à titre d'observateur, au congrès de la Confédération Nationale du Travail (CNT) section française de l'AIT, qui s'est déroulé à Bordeaux du 29 au 31 mai dernier. Les lignes qui suivent ne constituent pas un compte-rendu complet des séances et résolutions du congrès, elles ne sont que la transcription de prises de notes incomplètes. Nous pensons qu'elles permettront tout de même à nos lecteurs de se faire une petite idée de la situation actuelle de l'anarcho-syndicalisme français.

Errico Bonnetête

CE que je voudrais relever tout d'abord, c'est l'atmosphère chaleureuse qui a régné tout au long des journées et des nuits du congrès (plusieurs séances ont fini fort tard !). Il faut signaler aussi l'excellent travail des organisateurs bordelais qui, avec des moyens matériels restreints, ont su accueillir et nourrir de façon impeccable tous les participants.

La totalité des régions dans lesquelles la CNT est présente ainsi qu'une majorité de syndicats étaient représentés par une soixantaine de délégués.

Les débats furent d'une grande tenue, tant du point de vue de la diversité des problèmes abordés, que de celui du respect mutuel durant les discussions.

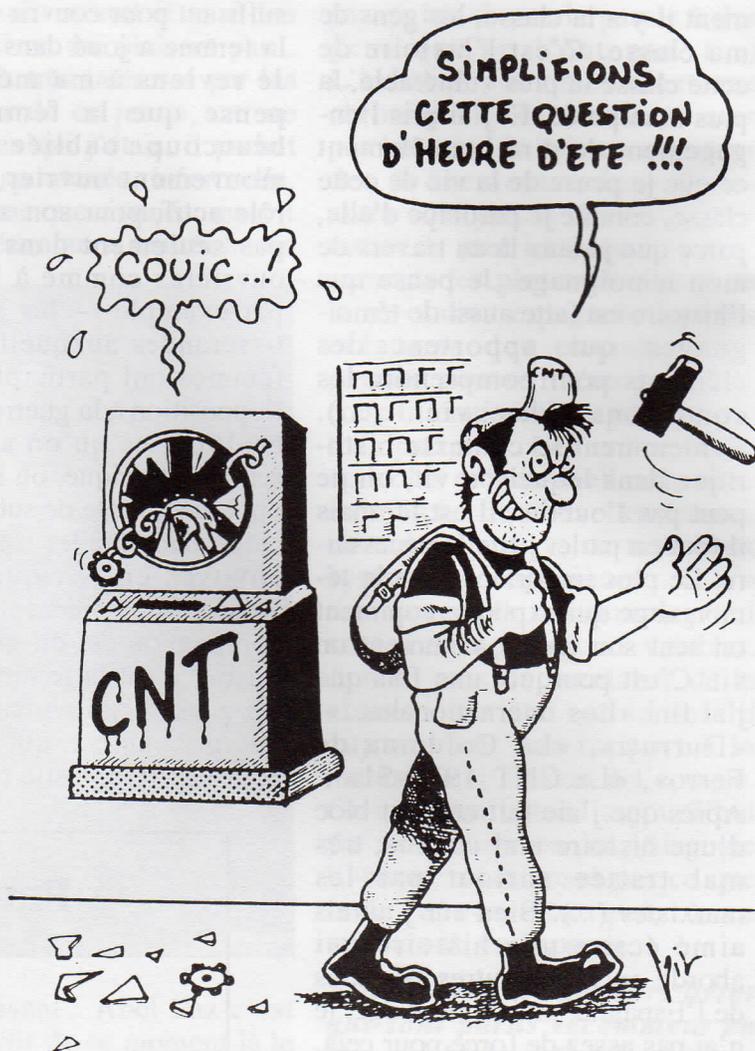
Notons en passant que cette organisation m'est apparue comme renforcée. Fait étonnant, puisqu'elle vient de vivre une crise qui a entraîné la scission de quelques-uns de ses syndicats, en particulier à Paris. Il suffisait d'observer le moral et la combativité des délégués pour sentir la détermination de nos compagnons.

Les débats ont porté sur deux domaines principaux :

D'une part, la Confédération a réaffirmé de façon claire son attachement aux principes et pratiques d'action directe, d'auto-organisation des exploités ainsi que ses références à l'anarcho-syndicalisme; ce qui avaient antérieurement été mis en question par une fuite en avant de certains syndicats. Ceux-ci espéraient se développer

en faisant des concessions aux principes, en particulier en utilisant les structures "représentatives" du personnel au delà d'un simple aspect tactique admis par l'organisation. En participant aux élections syndicales, des syndicats (entre autre à Paris) ont même parfois exposés inutilement des travailleurs, au lieu de les protéger, comme ils espéraient pouvoir le faire, en participant aux structures mises en place par le système. Expérience faite, un rapport de force insuffisant ne peut être remplacé par une participation à des élections.

D'autre part, les délibérations se sont centrées sur une redéfinition du projet d'implantation des syndicats de la CNT, en tenant compte de l'évolution du monde du travail et du non-travail qui



caractérise de plus en plus la société française. L'organisation a décidé de favoriser les structures horizontales interprofessionnelles (syndicats locaux regroupant les travailleurs des différents secteurs) afin de développer plus aisément la solidarité et la lutte commune des travailleurs, chômeurs et précaires. Ce type de fonctionnement apparaît comme le plus performant dans le stade de développement actuel, car il permet d'intégrer les nouveaux adhérents dans des structures ayant une certaine solidité. Il assure aussi un meilleur contrôle des mandats (secrétaires, caissiers...) par l'ensemble des adhérents. Il s'agit donc de ne plus développer en priorité les fédérations d'industrie sur le plan national (PTT...). Celles-ci, par le centralisme qu'elles impliquent, ayant eu tendance à se substituer aux structures de base que sont les syndicats et à se transformer en groupes de pression au sein de l'organisation, dépassant les fonctions purement techniques qui doivent être les leurs.

En ce qui concerne l'aspect organisationnel, il a été décidé qu'un pourcentage plus important des cotisations reviendrait aux unions locales et syndicats. Le Combat syndicaliste, mensuel de la CNT, sera réalisé dans une version "allégée", le comité de rédaction confectionnant une maquette d'un nombre restreint de pages auxquelles s'ajouteront les pages élaborées par les publications déjà existantes dans diverses régions.

Nous pensons que des enseignements peuvent être tirés des expériences de nos copains français. La ténacité avec laquelle ils font face aux difficultés nous encourage également. C'est pourquoi nous pensons continuer à collaborer avec eux, tant sur le plan de la solidarité que sur celui de la réflexion. □



POUR TOUT CONTACT :

CNT - AIT

Bureau Confédéral
Vieille Bourse du Travail
34 et 42 rue de Lalande 33000
BORDEAUX

CAMPING :

Les Unions régionales CNT du grand sud organisent un camping du 2 au 8 août dans la forêt du Périgord vert, à l'étang de St.Estèphe, près de Nontron (8 Km.). Au programme détente et discussions.

Pour tout renseignement complémentaire vous pouvez contacter

**Union locale de Périgueux
B.P 16 - 24650 Chancelade**

**N° de téléphone du Camping de St.
Estèphe: 53.56.80.93**

USA

Libérez les huit de Chattanooga !

L'explosion de Los Angeles en avril-mai 1992, qui faisait suite à l'acquittement de policiers ayant tabassé un automobiliste noir, avait déjà révélé au monde entier les discriminations et la violence dont la communauté noire américaine est régulièrement victime. Nos compagnons du Workers Solidarity Alliance (WSA) nous font part de nouvelles exactions commises en toute impunité par les forces de "l'ordre" aux USA.

A Chattanooga dans le Tennessee, huit personnes ont été arrêtées le 13 mai dernier pour avoir manifesté contre une cérémonie du "police memorial". Répondant à un appel des "citoyens pour la justice", ces manifestants voulaient ainsi protester contre la décision du Grand Jury du comté, de ne pas poursuivre les huit policiers blancs qui ont tué le travailleur noir Larry Powell, le 5 février 1993. Cette décision, connue deux jours plus tôt, avait révolté la communauté noire. D'autant que l'on sait que vingt-trois personnes sont déjà mortes en

détention dans des commissariats de police. Et que dans tous ces cas, comme pour Larry Powell, il n'y a pas eu poursuites.

La manif du 13 mai faisait partie d'une semaine de mobilisation contre les brutalités policières. La cérémonie du "police memorial" a été ressentie comme une gifle à la face de la communauté noire. C'était comme si l'on félicitait les assassins de Powell.

Les "citoyens pour la justice" et les autres manifestants anti-racistes pensaient que leur contre-manifestation était légitime. Ils ont courageusement marché en direction des 400 policiers lourdement armés, en portant des pancartes et en clamant : «halte aux assassinats de la police, justice pour Larry Powell». Ils ont rapidement été embarqués et emmenés en prison alors, qu'ils ne faisaient qu'exercer leur droit constitutionnel de libre expression. L'ironie de cette affaire c'est que l'on sait maintenant qu'il est impossible de reprocher ses crimes à la police.

Une campagne de solidarité avec les huit de Chattanooga a été lancée. Ceux qui y participent exigent que toutes les charges retenues contre les huit soient abandonnées, qu'on leur rende la littérature saisie, que les autorités reconnaissent l'illégalité de leur arrestation et qu'une compensation financière, pour les frais de justice et l'humiliation de la détention, leur soit octroyée. D'autre part ils exigent que les assassins de Larry Powell et les autres responsables de brutalités policières soient poursuivis et jugés. □

Vous pouvez les aider :

◆ En écrivant une lettre de protestation à : Gary Gerbitz, State's DA office, Hamilton County Justice Bldg. (new county courthouse), 600 Market Street, Suite 310, Chattanooga, TN. 37402, USA, lui demandant d'abandonner toute les charges contre Barbara Fuller, Gary Taylor et les autres huit de Chattanooga, détenus sans motif après avoir été victimes de brutalités policières.

◆ En envoyant de l'argent pour les frais de justice à : Chattanooga 8 Defense Campaign, c/o Concerned Citizens for Justice, P.O. Box 1066, Federal Courthouse & Post Office Bldg., Chattanooga, TN. 37401, USA.

◆ En reproduisant cette information.

BULLETIN D'ABONNEMENT

5 NUMEROS 20 FR\$ (80 FF)

SOUTIEN 30 FR\$ OU PLUS

NOM:.....PRÉNOM:.....

ADRESSE:.....

NP:.....LOCALITÉ:.....PAYS:.....

Retourner à: Réflexions Sociales Case postale 213 - CH-1000 Lausanne.6 Ouchy
Versement à A. Bösiger ccp 12-17661-5 - CH - 1227 Carouge GE

SOMMAIRE

EDITORIAL	PAGE 2
QUELQUES REMARQUES SUR LE PRÉSENT ET L'AVENIR	PAGE 4
GSSA ENCORE RATÉ !	PAGE 9
LES BOURSES DU TRAVAIL	PAGE 11
SOLIDARITÉ INTERNATIONALE	PAGE 16
MARCO CAMENISCH	PAGE 17
ABEL PAZ À LAUSANNE	PAGE 18
FRANCE : CNT	PAGE 22